

UN TROUBLANT DÉNI

Mouloud Mammeri

L'écrivain et journaliste Tahar Benaïcha a déclaré récemment à *El Khabar* (21 mai 2011) que l'auteur du *Banquet* (Paris, Librairie académique Perrin, 1973) «Mouloud Mammeri est plus kabyle qu'algérien». La formule malheureuse, semée impudiquement par l'ancien président de la République Ahmed Ben Bella à propos de Hocine Aït Ahmed membre du «Groupe des Six» et chef historique de la Révolution algérienne (*Jeune Afrique*, n° 2626, 8-14 mai 2011), est-elle vouée à faire florès et à jeter au ban de la nation une région glorieuse du pays et ses natifs ? Ce déni de la nationalité algérienne à celui qui a été — et reste par le courage et la qualité de son œuvre — un prestigieux nom de la littérature contemporaine et de la recherche universitaire en anthropologie et en linguistique berbères n'est pas en soi nouveau.

Faut-il inscrire cette énième foudrue au registre d'une haine récurrente, aux mécanismes suffisamment huilés, pour être spontanément reproductible dans les palabres d'estaminets de l'Algérie profonde ?

Le grief kabyle — sordidement réactivé par Benaïcha — et le doute sur son algérianité ont toujours été convoqués à charge contre Mammeri de son vivant. La défiance qu'a connue — et subie — Mouloud Mammeri, inexplicablement et durablement agie dans le champ littéraire et dans le champ politique, est inséparable de la complexe formation d'une littérature nationale dans la dernière décennie de l'occupation française de l'Algérie et du débat sur l'histoire littéraire de l'Algérie qui a été, dès l'indépendance, confisqué par des sycophantes et des âniers.

Le vieux «mythe kabyle»

Fut-elle ancienne et enracinée cette rage à pourfendre Mouloud Mammeri ? La suspicion a été nourrie assez tôt — en 1953 — contre le romancier de *La Colline oubliée* (Paris, Plon, 1952) dans un procès instruit dans les colonnes du «Jeune Musulman», publication de la jeunesse de l'association des Oulmas musulmans d'Algérie dirigée par Ahmed Taleb (signant Ibn El-Hakim). A l'origine de cette querelle, il y a une profonde méprise, sur fond d'ignorance et de désinformation, volontairement entretenue. Il est vrai que l'œuvre de Mammeri — qui a été créditée aux prix littéraires de l'automne 1952 de deux voix au *Fémina*, remporté par Dominique Rolin (*Le Souffle*, Paris, Seuil) et d'un vote au Goncourt qui a consacré Béatrice Beck (*Léon Morin, prêtre*, Paris, Gallimard) — a été nommée par les membres de l'académie des Quatre jurys, créée par le patron de *L'Écho d'Alger* et cacique des assemblées coloniales Alain de Sérigny. Ce prix littéraire — qui n'était pas perçu comme une distinction coloniale — avait pour objectif de récompenser un auteur cité dans un des quatre grands prix littéraires parisiens (Goncourt, Renaudot, *Fémina*, *Interallié*). Ravivant le souvenir d'André Gide, les membres de l'académie des Quatre Jurys tiennent leur première réunion à Biskra, le 26 janvier 1953, et attribuent à l'unanimité leur prix à *La Colline oubliée*, premier roman d'un jeune professeur de lettres françaises, encore inconnu dans le milieu littéraire d'Alger.

Mouloud Mammeri ne se prête pas à qu'il pensait être une mystification politico-littéraire coloniale et refuse de se rendre à Biskra, le 30 janvier, pour y recevoir le prix des Quatre jurys. Bien des années après, il s'en explique auprès de Mohamed-Salah Dembri : «Il eut été aberrant que par le biais d'un prix quelconque on donnât à mon œuvre le sens exactement contraire de celui que je voulais lui donner.» (*An Nasr*, 4-11 mai 1968). Cependant, la polémique suscitée par le roman, et plus particulièrement par sa remarquable réception critique dans la presse parisienne et coloniale, se greffera vite sur cet événement. Dans «La Colline du reniement», article publié dans le numéro 12 du 2 janvier 1953 du «Jeune Musulman», Mohand Chérif Sahli prévenait sentencieusement Mammeri sur les bruits qui assourdisaient son œuvre, le menaçant même du terrible châtement de «l'indignité nationale». S'il amende les Kabyles de toute trahison envers la cause nationale en les

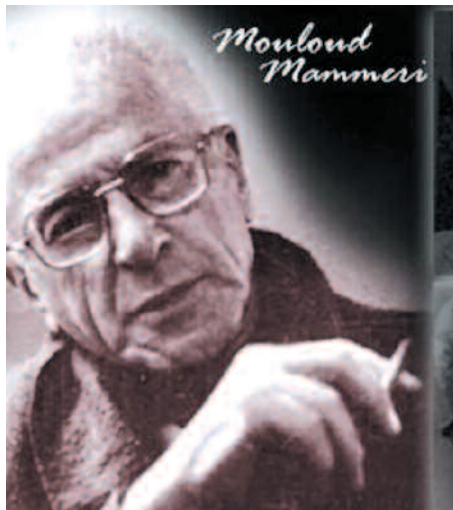


Photo : D.H.

situant à «l'avant-garde du mouvement national», Sahli ne veut être comptable, dans une étroite perspective intellectuelle jdanoviste, que de l'engagement politique de l'écrivain et de son œuvre. Trouvant suspect l'accueil critique unanime fait, en France et en Algérie, à *La Colline oubliée*, qu'il qualifie d'«exploit étonnant», le chroniqueur du «Jeune Musulman» — qui vitupère «la théorie de l'art pour l'art» — pose à l'auteur la question essentielle : «Une œuvre signée par un Algérien ne peut donc nous intéresser que d'un seul point de vue : quelle cause sert-elle ? Quelle est sa position dans la lutte qui oppose le mouvement national au colonialisme ?»

Mais l'adresse de Sahli n'évite pas la rumeur oblique, la méconnaissance de la vie littéraire de la colonie et de l'actualité de ses auteurs indigènes, qui renvoie la consécration critique de l'œuvre de Mammeri à la protection d'«un maréchal de France qui s'y connaît fort bien en gommiers». En vérité, cet auteur parainé par le maréchal Juin est Taïeb Djemeri, Algérien né au Maroc et exerçant la pharmacie en France, auteur d'un roman *La Course à l'étoile* (Paris, Éditions du Dauphin, 1952). Ce mensonge ne gênera pas Sahli et encore moins ceux qui le reprendront à sa suite.

La charge la plus construite contre le romancier ne viendra-t-elle pas de Mostefa Lacheraf ? Dans «La Colline oubliée ou Les Consciences anachroniques» (*Le Jeune Musulman*, n° 15, 13 février 1953), Lacheraf rebondit sur une incrimination du fait berbère (et kabyle) dans une démarche opératoire, qui contrairement à celle de Sahli qui ne s'intéresse qu'à la finalité du roman algérien dans le combat nationaliste, prétend s'appuyer sur la lecture raisonnée de l'œuvre.

Lacheraf incrimine directement le fait berbère, survivance acrimonieuse de la «crise berbère» de 1949, et reproche à Mammeri son amour de la «petite patrie». L'accusation est précise : «Il nous déplaît de constater que [...] pas un seul critique littéraire n'a qualifié M. Mammeri d'auteur algérien. On l'a toujours appelé, vraisemblablement sur sa demande : romancier berbère. L'Algérie serait-elle aussi une patrie oubliée ?» Accusation sans fondement et injuste : dans les maisons d'édition — où on est aussi commerçant —, le «prière d'insérer» en «quatrième de couverture», sur lequel se basent souvent les chroniqueurs littéraires pour portraiturer un écrivain, relève des attachés de presse et non des auteurs.

Il est souvent un argument de vente qui permet à l'éditeur un retour sur investissement. Dans son entreprise de destruction d'un jeune romancier de *La Colline oubliée*, Lacheraf aiguïsera son argumentaire sur deux plans : le culturel et le littéraire.

1° I Dans un développement culturel — ou plutôt culturel —, Lacheraf ne signale la berbè-

rité que pour la naturaliser consciencieusement dans une sorte de destinée arabo-musulmane, la mission la plus légitime qu'il lui concède. Ce sont, soutient-il, les Berbères qui ont ramené à la stricte orthodoxie musulmane les Hilaliens — impies — et ce sont les Kabyles zouaouas qui descendaient «en pays dit arabe» enseigner la gnose islamique ; et c'est bien chez eux que se rendait la jeunesse studieuse des confins sahariens pour apprendre les rudiments de la langue arabe classique. Cette lecture du monde berbère épuise certainement le fonds culturel tamazight, trop impétueusement assimilé à la langue et à la liturgie arabo-musulmane. De ce point de vue, une description différente de la montagne kabyle par l'auteur de *La Colline oubliée* est grosse d'hérésie.

2° I S'il reconnaît l'existence d'une littérature régionale en France — «genre régionaliste breton, cévenol, provençal» —, Lacheraf en minore le statut littéraire («genre mineur») et la confine à une utilité documentaire. Cela n'est pas vérifiable : à cette période de l'histoire littéraire de la France, la tradition provinciale et régionaliste — de Jean Giono à Henri Pourrat, d'André Chamson à Ernest Pérochon, de Marcel Pagnol à Henri Bosco — informe, en partie, la structure du champ littéraire parisien et des trajectoires d'auteurs en compétition. L'Algérie étant, en 1952, une région de la France, il est incontestable que l'éditeur Plon a projeté «l'écrivain kabyle» Mammeri dans cette perspective littéraire régionale qui n'était pas encore discréditée, quitte à rectifier le tir dans la «quatrième de couverture» du second opus *Le Sommeil du juste* (1955) dans lequel Mammeri est expressément présenté comme «écrivain français», mention soulignée par le caractère italique. Sous le prétexte du régionalisme littéraire, Lacheraf hâte la disqualification de l'œuvre de Mammeri : «Le roman de M. Mammeri est-il un document ? Il ne mérite pas cette qualification pour sa "subjectivité" même, son absence de chaleur humaine. Tout y est sporadique, fragmentaire, souvent étriqué, à l'image même de cette conscience des individualistes et des isolés qui ne se réalise jamais sans trahir les siens.»

Un massacre en règle d'un premier roman et de son auteur (posément réédité avec Mourad Bourboune dans un entretien donné aux *Temps modernes*, octobre 1963), au seul principe d'un idéal politique — national — de la littérature et du littéraire ? Auparavant Mouloud Mammeri aura répondu à Mohand Cherif Sahli («Le Jeune Musulman», n° 14, 30 janvier 1953),

mais sans convaincre. Dans sa brève réplique à Mammeri, Sahli persiste et renvoie l'auteur et son œuvre à un «succès douteux». Entre-temps, la rumeur aura enflé. Dans son introduction à l'article de Lacheraf — probablement écrite par son rédacteur en chef Ahmed Taleb —, la rédaction du «Jeune Musulman» instille l'ambiguïté sur la position de Mammeri à propos de *La Colline oubliée* : «Un roman algérien sur des réalités algériennes, un roman qui comme tel ne peut donc servir que la cause algérienne.»

Déniait-on déjà une spécificité algérienne à l'auteur et à son œuvre ? Mouloud Mammeri, l'amoureux de la «petite patrie», est résolument campé. Cela restera.

Revenant, dans un entretien avec Tahar Djaout, sur cet épisode (fut-il pour lui éprouvant et douloureux ?), Mammeri précisera son éthique de l'écriture littéraire et de ses usages sociétaux au moment de la maturation de *La Colline oubliée* : «Le véritable engagement consistait à présenter cette société telle qu'elle était dans la réalité et non pas telle que l'aurait reconstruite un choix de héros dits positifs ou retraduite en discours idéologique, c'est-à-dire un mythe.» (Mouloud Mammeri, entretien

Par Abdellali Merdaci

avec Tahar Djaout suivi de *La Cité du soleil*, Alger, Laphomic, 1987). Deux doctrines du réalisme littéraire, deux rapports à la littérature et à sa prescription sociale, inconciliables dans leur principe, qui restituent amplement les arrières-pensées de la polémique de 1953.

Cependant la guerre d'indépendance ne tarde plus. Mammeri y aura une présence d'une grande clarté, démentant tous les procès d'intention autour de sa personne et de son œuvre d'écrivain. Sous le nom de guerre de Brahim Bouakkaz, il signe plusieurs articles — confortant le combat libérateur des Algériens regroupés autour du FLN et de l'ALN — dans *L'Effort algérien*, organe des libéraux algériens ; ce qui n'était pas une tare, car le FLN des années 1950 n'était pas la chapelle qu'il est devenu en 1962, mais un front intégrant musulmans, juifs, chrétiens, athées et un large éventail de tendances politiques : nationalistes PPA-MTLD, salafistes AOMA, communistes et libéraux.

Mouloud Mammeri participe, aux côtés de M'hamed Yazid, à la rédaction et la mise en forme du dossier que présente le FLN à la 11^e session de l'assemblée générale de l'ONU, en 1957. Recherché par la police coloniale, il est contraint de quitter précipitamment l'Algérie pour le Maroc où sa famille possède des attaches. Il reviendra à cet auteur que l'on soupçonnait d'être proche du colonialisme et tiède envers la cause nationale de présenter la description la plus pertinente et la plus achevée du monde colonial : «Les hommes tarissent — parce que pas un des sentiments qui accompagnent immanquablement le système colonial n'est un sentiment exaltant ; ils se situent tous dans la région la plus basse, la plus négative, la plus laide de l'homme.

Les hommes qui fleurissent en régime colonial, ce sont les combinards, les traficateurs, les renégats, les élus préfabriqués, les idiots du village, les médiocres, les ambitieux sans envergure, les quémandeurs de bureau de tabac, les indicateurs de police, les maque-reaux tristes, les tristes cœurs. Il ne peut y avoir en régime colonial ni saint ni héros, pas même le modeste talent, parce que le colonialisme ne libère pas, il contraint ; il n'élève pas, il opprime ; il n'exalte pas, il désespère ou stérilise ; il ne fait pas communier, il divise, il isole, il emmure chaque homme dans une solitude sans espoir.» (Lettre à un Français, Entretiens sur les Lettres et les Arts [Rodez], n° spécial Algérie, février 1957). En 1962, quand beaucoup d'écrivains de sa génération se tâtaient et répugnaient à rejoindre le pays nouveau, Mouloud Mammeri est sur le terrain. De la littérature à l'université, de l'écriture à la recherche, dans la semblable probité et rigueur intellectuelle qui étaient celles de l'auteur de *La Colline oubliée*. Pour rappel, la même année de publication de ce roman, en 1952, Mohammed Dib commençait avec *La Grande Maison* (Paris, Seuil) une trilogie romanesque qui a pour cadre Tlemcen et les hauteurs du pays tlemcénien. Certes, un respectable roman de terroir — où monte le chant d'une autre «petite patrie» — que n'assombrissaient ni le vieux «mythe kabyle» ni les retombées encore vives de l'imparable et sécant drame politique qui cisailait le PPA-MTLD en 1949.

«L'arme redoutable de la stigmatisation»

A l'indépendance, Mammeri, de retour à Alger, écrit pour le cinéma (avec notamment Jean-Marie Boeglin et Ahmed Rachedi), s'essaie au théâtre et surtout met en chantier son émouvant hymne à la Révolution *L'Opium et le bâton*, indépassable roman sur la guerre d'indépendance que son éditeur publie en 1966. Avec Jean Sénac, le tout premier à en avoir conçu l'idée, Kaddour M'hamsadji, Mourad Bourboune et bien d'autres écrivains — même Jean Pélégri avait souhaité y être associé —, Mouloud Mammeri contribue, dans l'âpreté des débats, à la fondation de l'Union des écrivains algériens qui ne rassemblera pas tous les suffrages, méchamment raillée par Kateb Yacine — qui acceptera nolens volens d'être membre de son bureau exécutif.